

Philosophie actuelle de la défense atlantique

Autor(en): **Schneider, Fernand-Thiébaud**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **123 (1978)**

Heft 10

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344177>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Philosophie actuelle de la Défense atlantique

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

La complexité croissante des problèmes posés par la défense atlantique et les discussions qu'elle suscite au sein de l'Alliance font penser parfois à cette remarque de Foch: «Depuis que je sais ce qu'est une alliance, j'admire moins Napoléon.»

En fait, la communauté du Traité a déjà largement dépassé le stade périmé des coalitions du passé. Ses dirigeants et ses organismes se sont adaptés aux nécessités du rythme accéléré de notre histoire. Il n'en demeure pas moins que, face aux évolutions conflictuelles mettant directement ou indirectement en cause la sécurité de l'Occident des Quinze, la situation des divers Etats membres de ce dernier est loin d'être identique.

Dans ces conditions, à quelle philosophie répond maintenant l'Alliance? Nous tenterons de répondre à cette question en évoquant d'abord le cas de la première puissance de l'Alliance et du monde, face aux défis de l'autre Grand, puis ceux des principaux partenaires européens de l'Amérique.

L'Amérique face à l'autre Grand sur le front Est-Ouest

«Il est impensable qu'une nation, fût-elle la nôtre, gouverne le monde ou une fraction du monde», déclarait, il y a une dizaine d'années déjà, l'ambassadeur Cleveland. Il n'en demeure pas moins que l'Amérique est bien restée la première puissance occidentale et mondiale. Et, de ce fait, lui incombe incontestablement un rôle primordial au sein de l'Alliance. Car, sans elle, la défense de l'Europe libre serait inconcevable.

Dans ces conditions, et en raison de toute cette complexité des problèmes posés par la sécurité occidentale, la direction de la politique extérieure des Etats-Unis exige du président américain une exceptionnelle compétence géopolitique, voire géostratégique. Or, voici que, par une sorte d'ironie de l'Histoire, un jeune planteur, gouverneur de la Géorgie, s'est trouvé brusquement — sans aucune préparation à cette haute charge sur le plan international — placé à la tête des Etats-Unis

et investi, de ce fait, de responsabilités exceptionnelles au niveau de la défense de l'Occident.

D'où toutes ces hésitations, voire contradictions et maladroites de ce chef d'Etat de la première puissance mondiale... Mais ses prédécesseurs ont-ils fait mieux que lui?

C'est bien M. Franklin Roosevelt qui, en 1945, la veille de la plus grande victoire jamais remportée par l'Amérique, commit la plus néfaste bévue géopolitique du siècle: la reconnaissance de Staline comme son unique et égal interlocuteur. Et pourtant l'Union soviétique, à l'époque, n'était que la première puissance de terre de l'Eurasie et, sur le plan économique, elle n'était nullement comparable aux Etats-Unis.

En somme, l'Etat russe ne possédait aucunement cette qualité de «Grand» que lui attribuait à la légère le président américain. Mais il allait l'acquérir, tant par son immense surarmement que par son emprise sur une Europe à laquelle l'URSS d'avant 1939 n'avait appartenu que marginalement.

Les successeurs du président Roosevelt ne surent pas s'opposer à cette prodigieuse ascension soviétique. Par ailleurs, ils échouèrent en Corée et au Vietnam, et, d'une manière générale, ils ne surent pas assumer efficacement cette haute mission qui incomba à la première puissance du monde après 1945: rétablir dans un univers retourné au chaos un nouvel ordre — multipolaire, afin d'éviter toute hégémonie — sous le signe d'une générale Pax americana. Ils ne furent pas capables de susciter, comme jadis les pays coloniaux, un certain équilibre des forces en Asie et en Afrique.

Par contre, du fait de la volonté de puissance soviétique, non contenue suffisamment par l'inopérante politique américaine du «containment», le monde de l'après-guerre fut progressivement dominé par cette «dyarchie des deux Grands», subie, plus que désirée actuellement par l'Amérique, devenue tributaire de la bonne — ou mauvaise — volonté de son partenaire.

Et pourtant M. Kissinger avait compris la supériorité d'un ordre multipolaire. Grand admirateur de Metternich, il avait suggéré cette nouvelle «Pentarchie», qui devait, selon lui, grouper non seulement l'Amérique et l'URSS, mais aussi ces potentiels autres Grands: une certaine Europe, le Japon et la Chine populaire.

Malheureusement aucun de ces derniers n'est devenu ce super-Etat qu'il aurait dû ambitionner d'être. Peut-être l'Europe, avec son futur parlement commun, y parviendra-t-elle? Et l'initiative du président Giscard d'Estaing, qui a suscité une certaine multipolarité occidentale pour le règlement des problèmes posés par la sécurité de l'Afrique, sera-t-elle un jalon dans la voie d'un ordre mondial à plusieurs? Il faut l'espérer, d'autant plus que la grande Amérique s'est révélée récemment incapable de freiner la progression soviétique, par tiers interposés, en Angola et dans la corne de l'Afrique.

A vrai dire, un certain devenir euraméricain avait été prévu par le président Kennedy, alors en avance sur son temps. N'avait-il pas suggéré à ses alliés européens un «partnership» sur un parfait pied d'égalité? Et ce qu'il entrevoyait, c'était une sorte de confédération entre les Etats-Unis d'Amérique et ces Etats-Unis d'Europe qu'il appelait de tous ses vœux. Malheureusement, ni l'Amérique, ni l'Europe en cause n'étaient encore mûres pour un tel devenir. Et ce dernier a d'ailleurs été freiné par certaines erreurs de parcours sur cette voie. En particulier, le retentissant «défi» de 1971, dicté par la raison d'Etat des USA, a été regrettable, d'autant plus d'ailleurs que, loin de se heurter à un front européen uni, il n'a rencontré que les Etats en ordre dispersé, guidés chacun par son seul égoïsme national...

Mais la partie n'est pas définitivement perdue. D'abord, l'Amérique elle-même, en dépit des défaillances signalées, reste, par son immense richesse, sa technologie d'avant-garde, ses possibilités militaires servies par la plus prodigieuse industrie de notre époque, capable de battre l'Union soviétique si jamais se déclençait une véritable course aux armements. En tout état de cause elle demeure incontestablement la première puissance de l'univers.

Déjà, sur les instances du général Haig, appuyé par des hommes politiques notoires, tels les sénateurs Nunn et Bartlett, elle a procédé à une remarquable amélioration et augmentation de ses forces de l'OTAN. Et le général Zeiner Gundersen, chef du Comité militaire de l'OTAN, a pu signaler, de ce fait, «un bon départ du redressement de l'OTAN»¹.

¹ Cf. «Revue de l'OTAN», juin 1978.

L'Amérique contribue notamment à l'effort entrepris, par :

- un renfort de 8000 hommes dès 1978;
- 2000 chasseurs ultra-rapides livrables avant 1981 ;
- 1000 hélicoptères d'attaque supplémentaires dès 1978;
- 24000 missiles guidés antichars et 5000 chars, mis en place avant cinq ans.

En outre, des mesures sont prises, selon le général Haig, pour assurer, dans un proche avenir, l'acheminement, en cas de crise, dans un délai de 10 jours, de 5 divisions de renfort (environ 80000 hommes), qui viendront doubler les effectifs USA en ligne en Europe. De même, 1400 chasseurs devront rejoindre le front en une semaine.

Face à l'Amérique et à l'Occident atlantique, *l'Union soviétique* affirme sa qualité de «Grand», essentiellement par sa force militaire, même si celle-ci est numériquement légèrement dépassée par la Chine et quelque peu surclassée, sur bien des points, par la technologie américaine.

En outre, la marine rouge, souvent considérée comme la première au monde, affirme sur tous les océans la grandeur russe. Par ailleurs, directement ou par tiers interposés, elle poursuit une générale infiltration en Afrique et en Asie. Et longtemps l'Amérique n'a pas su arrêter cette pénétration qui non seulement est une sorte de contournement du dispositif de l'OTAN, mais une réelle emprise sur le tiers monde, plus exactement sur les pays riches en matières premières ou jouissant d'une situation d'intérêt stratégique.

Et pourtant, en dépit de sa progression, l'URSS n'est, tout compte fait, qu'un «*géant aux pieds d'argile*». Car elle applique son autorité à 260 millions d'habitants, certes, mais dont à peine 132 millions sont des Russes. Et, dans ce pays, les dissidents se multiplient, non seulement parmi les allogènes, mais aussi chez les nationaux, où les anticommunistes et les communistes «humains», tel Sakharov, et trouvent une audience croissante, dans les élites, et même dans cette masse russe, longtemps considérée comme amorphe. Par ailleurs, dans cette URSS officiellement sans Dieu, se produit une «explosion de la foi», dressée contre le régime, et que Panine et d'autres opposent à cette «décrépitude de la foi» qu'ils constatent en Occident.

qu'un million de Soviétiques volontaires avaient, pendant le dernier conflit mondial, rejoint la Wehrmacht, non pas par germanophilie,

Dans ses conditions, quelle serait la fiabilité des forces soviétiques et satellites en cas de crise ou d'échec militaire? Il ne faut pas oublier mais pour combattre le régime de Moscou. Quant au mouvement de libération de l'Ukraine, il a mené sa guerre jusqu'en 1950, date de la mort de son commandant en chef, le général Taras.

Mais, plus récemment encore, la mutinerie du croiseur Storojévoy et divers départs vers l'Ouest ou refus de retourner en URSS, même de la part d'anciens agents du K.G.B., montrent à quel degré s'accroît la dissidence soviétique.

En outre, il y a ce retard de l'économie russe, à laquelle la coexistence pacifique doit, aux yeux des hommes de Moscou, permettre de bénéficier des progrès de la technologie des pays de l'Ouest.

Dans ces conditions, la faiblesse du colosse soviétique est indéniable et l'on comprend Almarik, quand il se demande si l'Union Soviétique, en tant que telle, va être capable de « survivre » en 1984.

Et pourtant, du moins dans les conditions du moment, l'Alliance atlantique risque encore, tant que la réaction actuelle ne parviendra pas à ses objectifs, de succomber face à l'apparent « géant » rouge. Car la défense militaire accrue et améliorée — rendue nécessaire par le surarmement soviétique — est à peine amorcée et, comme le déclarait récemment encore le général Zeiner Gundersen, le rapport des forces Est-Ouest reste toujours « favorable au Pacte de Varsovie ».

Dans ces conditions, une grande responsabilité incombe aux Etats-Unis en tant que première nation de l'Occident atlantique. Car, afin d'améliorer la qualité des armements et la bonne exécution des services logistiques atlantiques, un effort en vue de l'interopérabilité, voire même d'une certaine standardisation, s'impose, en particulier par des fabrications coordonnées et par des ententes entre les industries des divers pays atlantiques. Déjà des chefs politiques et militaires américains se sont prononcés en ce sens. Mais les grandes firmes USA auront du mal à se soumettre à ce régime communautaire.

Quoi qu'il en soit, un bon départ a tout de même déjà été pris par l'OTAN, et surtout par les Etats-Unis. Mais ces derniers pratiquent-ils vraiment la doctrine militaire ajustée à la forme nouvelle de la menace?

En fait, les Soviétiques, tirant de la guerre du Kippour les enseignements utiles, ont abandonné l'ancien Blitzkrieg, devenu impossible

avec les armes «anti» modernes, qui, souvent d'un seul coup, démolissent à coup sûr un char à distance.

D'où une nouvelle méthode de combat : par un raid surprise avec des éléments légers, s'attaquer à une défense non installée sur ses positions de combat ou abordée et submergée en flagrant délit d'installation. Puis : exploitation du succès par des divisions de second échelon, toujours prêtes à intervenir.

Steven Canby¹ a commenté la nouvelle doctrine russe en disant que l'opération surprise envisagée semble viser une partie du front en donnant l'illusion, à la défense, d'une attaque très localisée. D'où la tentation, pour les chefs occidentaux, d'agir dans de fausses directions, la manœuvre soviétique s'orientant en fait vers d'autres parties du front où, faute de réserves, le commandement, américain surtout, sera dans l'impossibilité de faire face.

Dans ces conditions, Steven Canby préconise désormais la mise en œuvre de réserves largement échelonnées, afin d'avoir des moyens à mettre en action à l'endroit et au moment voulus. A cette fin il recommande d'ailleurs la mise sur pied de divisions de réserves locales immédiatement mobilisables à leurs postes de combat. Toutefois il s'élève contre l'attribution de trop nombreuses armes «anti» perfectionnées à l'infanterie de première ligne, où elles risquent d'être repérées et détruites par l'assaillant, alors que des groupements antichars répartis en profondeur menaceraient efficacement les flancs des attaques blindées adverses, tout en courant moins de dangers.

Mais l'organisation des divisions blindées (16 500 hommes) et mécanisées (16 000 hommes) reste lourde. Elle correspond encore à la bataille d'usure que comptaient livrer, il y a peu de temps encore, les chefs américains en première ligne, avec des divisions massives sans notables réserves avant l'arrivée des unités de renfort attendues d'Amérique. Or c'est cette notion qui est remise en cause. Et pourtant, dans l'immédiat, il est envisagé de conserver les G.U. actuelles fortes et même d'accroître leurs effectifs, puisqu'elles doivent être dotées d'un plus grand nombre de bataillons — à vrai dire plus réduits — d'armes «anti» plus nombreuses et d'une artillerie accrue.

¹ Cf. notamment l'article de Steven Canby « *NATO: Reassessing the Conventional Wisdoms* » (Survival, juillet 1977).

C'est là une réplique au surarmement de l'URSS, dont les forces dépassent largement les besoins de la défense, selon les déclarations du général Haig. Or il est regrettable que, face au même danger, les chefs américains n'envisagent pas encore les mêmes structures des grandes unités ni les mêmes méthodes de combat que leurs alliés. Mais quelles sont les politiques militaires de ces derniers, du moins des trois principaux ?

Les politiques militaires française, allemande et britannique

La France constitue, dans l'Alliance, un cas particulier, car, tout en restant fidèle à celle-ci, elle rejette toute intégration. A première vue, son départ de l'OTAN avait divers inconvénients :

1. Il lui *faisait perdre le commandement de Centre-Europe*, passé à un général allemand.
2. Il rendait *la R.F.A. encore plus dépendante de l'Amérique*, puisque l'absence de la France la laissait pratiquement seule face aux USA.
3. *La France ne participait plus aux réunions et travaux de l'OTAN.*

En fait, ces inconvénients ont été vite compensés. Car, plus indépendante, la France traitait seule, d'égale à égale, avec l'Amérique sur les plans politique et militaire : son concours restait nécessaire. D'où des représentants français dans diverses agences intégrées et auprès des grands commandements alliés. Et, rapidement, des accords, signés entre le général Ailleret et les instances supérieures de l'OTAN, allaient prévoir l'éventuelle coopération entre les forces françaises et atlantiques. Et au niveau des chefs d'Etat les relations sont maintenant devenues si amicales que le président Giscard d'Estaing, après la visite du président Carter à Paris, a pu dire : « M. Carter a reconnu l'intérêt d'une défense française indépendante. »

A vrai dire, pour sa part, la France — tout en gardant sa liberté de décision — a résolument rejeté l'illusoire doctrine d'une défense « tous azimuts » strictement nationale. Sa politique militaire actuelle a été définie, avec une exceptionnelle précision, par le général Méry, chef d'Etat-Major des Armées, le président Giscard d'Estaing et le premier ministre Barre¹.

¹ Cf. les exposés du général Méry et du président Giscard d'Estaing devant l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale (Revue « Défense nationale », juin et juillet 1976 et celui de M. Barre (« Défense nationale », août 1977).

Concrétisée par la «programmation 1976», elle répond bien aux trois missions définies par le président Giscard d'Estaing :

1. Participation à la *défense de l'espace d'où peut être menacée la sécurité de la France.*
2. Sécurité des *D.O.M. et T.O.M.*, ainsi que la fidélité aux *engagements vis-à-vis de pays d'outre-mer.*
3. *Sécurité des voies maritimes vitales* pour la survie économique et la défense du pays.

Ces missions peuvent dépasser le plan strictement national. D'où la nécessité d'ententes aux *niveaux supérieurs*, dans la mesure — et dans celle-ci seulement — où les problèmes posés sont insolubles par des décisions purement françaises.

Deux entités entrent ici en ligne :

- L'*Europe* atlantique et communautaire.
- L'*Euramérique*, à concevoir comme un «partnership» entre une Europe de l'Alliance et une Amérique compréhensive, sur un parfait pied d'égalité.

Si l'Europe, en tant que telle, s'ébauche peu à peu, par contre le devenir euraméricain est encore loin de cette confédération dont rêvait le président Kennedy... Le président Giscard d'Estaing, par ses dernières initiatives en vue d'une action commune pour l'Afrique et pour un désarmement général, a-t-il hâté l'évolution souhaitable des relations entre l'Occident de l'ancien et du nouveau monde? Il faut l'espérer. Dans tous les cas, la France se montre coopérante, tout en maintenant sa fondamentale indépendance.

Sur le plan militaire, la programmation pour les années 1977-1982 tient largement compte des nécessités de la défense du front d'Europe. Non seulement elle prévoit une adaptation générale à l'action de l'OTAN en améliorant et en modernisant les forces, les dotant d'armes «anti» d'avant-garde et en développant des possibilités nouvelles pour la détection des menaces classiques et nucléaires. Mais la structure des forces terrestres françaises offre — sous réserve de l'accord français en cas d'alerte — la possibilité au secteur Centre-Europe de disposer éventuellement d'une réserve stratégique. Les divisions implantées à proximité de la frontière sont susceptibles notamment de relever ou de renforcer les grandes unités nouvelles de la Bundeswehr, très dynamiques, mais sans doute vite essoufflées après les fulgurantes ripostes actives et

décentralisées qu'elles semblent appelées à opposer, en cas d'attaque, au raid surprise attendu. Elles auront donc besoin d'être largement épaulées par de grandes unités de deuxième échelon. Et ce sera là l'une des missions des nouvelles divisions françaises, qui pourront agir notamment avec efficacité contre les flancs des attaques adverses.

A vrai dire, la politique militaire de l'*Allemagne* se présente en d'autres termes que celle de la France. En effet, la République fédérale est soumise à une double dépendance. Vis-à-vis de l'URSS d'abord. D'où cette Ostpolitik avec l'Est. Mais elle est aussi tributaire, en raison de son statut mineur dans l'OTAN, des Etats-Unis, dont surtout l'appui nucléaire lui est indispensable, puisqu'elle ne possède pas l'arme majeure.

Par contre, le peuple allemand, au terme de sa longue histoire fédérale, n'a aucun mal à s'identifier au monde de l'Europe et de l'OTAN, alors que le général de Gaulle avait longtemps craint de voir la France « effacée en tant que nation » dans un processus d'intégration...

Mais la Bundeswehr met actuellement à l'essai un projet de réforme adapté aux conditions de la défense face à la menace soviétique du moment. Et ses « brigades 80 » — 16 blindées, 17 mécanisées, 3 aéroportées — devront concrétiser, en cas d'attaque, une riposte immédiate, dynamique et largement décentralisée, avec un minimum d'effectifs dotés d'une puissance de feu fortement accrue ces temps derniers. Le seul inconvénient des nouvelles structures et méthodes de combat : une éventuelle rapide usure des unités en cause. D'où l'utilité de cette complémentarité entre forces françaises et allemandes que nous venons de constater.

Un fait heureux facilite cette collaboration entre les deux pays : les excellentes relations entre le président Giscard d'Estaing et le chancelier Helmut Schmidt, pour le plus grand bien de l'Europe et de l'Alliance...

Le cas de la *Grande-Bretagne* est tout à fait différent. Car celle-ci a vu se dégrader les trois piliers de sa grandeur passée : son insularité est comme abolie par l'avion et le missile ; quant à l'Empire et à la domination maritime de jadis, ils ne sont plus guère qu'un souvenir. Dans ces conditions elle est bien condamnée à une politique européenne, atlantique et euraméricaine.

Mais, profondément atteinte par la crise actuelle, elle a fait porter ses économies sur le budget de sa défense et ce retrait lui a été âprement reproché par M. Luns, secrétaire général de l'OTAN. Elle vient donc de décider, pour les années à venir, une amélioration de ses crédits militaires. Par ailleurs elle envisage, elle aussi, une certaine réforme des divisions de son Armée du Rhin, dont le nombre passe de 3 à 4. A vrai dire, les effectifs tombent à 8500 hommes seulement pour chacune d'elles, avec la possibilité d'être portés, en cas de mobilisation, à 11 500 hommes par l'incorporation de réservistes.

*

* *

La défense de l'Occident atlantique, nous venons de le constater, dépasse largement l'espace officiellement garanti par le Traité. De toute manière, une mondialisation croissante des grands problèmes de notre temps exigera de plus en plus des solutions communes à envisager entre partenaires du Pacte.

En particulier, le dispositif de l'OTAN est débordé, sur son flanc Sud, par des infiltrations en Afrique et en Asie, auxquelles il faudra bien faire face. Ainsi c'est à juste titre que le président Giscard d'Estaing a suscité une solution à plusieurs, entre les Etats «modérés» du continent noir et des puissances atlantiques en faveur du Zaïre, dont la survie indépendante importe au destin de l'Occident.

A vrai dire, le danger ne se présente pas seulement sur le plan militaire ou politique. Il peut aussi être économique, notamment dans les relations Nord-Sud, qui compliquent encore l'opposition Est-Ouest. Et puis, certaines idéologies suscitent actuellement cette subversion et ce terrorisme qu'il faut bien combattre, car ils se manifestent aussi bien dans nos pays avancés que, parfois, chez les plus primitives tribus d'Afrique ou d'Asie. Or, toutes ces menaces imposent souvent des solutions communes, dans toute la mesure où elles se révèlent impossibles au simple niveau des souverainetés nationales.

Certes, il faudra bien envisager la situation qui sera créée par une Chine au milliard de Chinois vers l'an 2000. Face à elle, on ne voit qu'une solution idéale: celle d'un Occident élargi, avec, comme avant-garde, une Russie convertie...

C'est là le problème de demain. Dans l'immédiat, il s'agit de surmonter, par des actions conjuguées, tant les menaces extérieures au front de contact Est-Ouest, que celles qui pèsent directement sur ce dernier. Car, tout compte fait, le redressement amorcé n'a pas encore modifié profondément un rapport des forces toujours favorable aux pays du Pacte de Varsovie.

F.-T. S.

